

[print](#)

## La « sécurité » de l'empire

De [Manlio Dinucci](#)

Global Research, février 05, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-securite-de-lempire/5321865>

Heureusement que dans un monde aussi dangereux il y a quelqu'un qui pense à notre sécurité. C'est ce que font les influents représentants qui se retrouvent à Munich pour l'annuelle Conférence internationale sur la sécurité. A l'édition 2013 (1<sup>er</sup>-3 février), à laquelle ne pouvait manquer le ministre de la défense (italien) Di Paola<sup>[1]</sup>, c'est Joe Biden, vice-président des Usa, qui trace les lignes directrices. Avant tout la déclaration de principe : « Nous n'admettons pas qu'une nation, quelle qu'elle soit, ait sa sphère d'influence ». Principe que Washington considère comme sacro-saint pour tous les pays, sauf les Etats-Unis. Ils ne l'appellent cependant pas influence, mais *leadership*. Comme celui que les USA exercent avec la motivation de la lutte contre la menace terroriste qui –prévient Biden- est en train de se répandre en Afrique et au Moyen-Orient, en prenant pour cible « les intérêts occidentaux outre-mer ». A ce sujet les USA « applaudissent » l'intervention de la France au Mali, en lui fournissant renseignement, transport aérien de troupes et approvisionnement en vol des chasseurs bombardiers. L'Europe demeure un partenaire indispensable des Etats-Unis dans le cadre de l'Otan, qui s'élargira encore en incluant la Géorgie et des Etats baltes. En Afghanistan, précise Biden, l'Europe a fourni 30 mille soldats et dépensé 15 milliards de dollars. En Libye, grâce à l'Europe, « l'Otan a agi de façon rapide, efficace et décidée ».

C'est maintenant le tour de la Syrie : les USA ont dépensé 50 millions de dollars pour l'assistance militaire aux « rebelles », à quoi s'ajoutent à présent 365 millions comme « aide humanitaire », dans le cadre d'une allocation qui, avec la contribution européenne, monte à un milliard et demi de dollars. Un autre objectif est l'Iran vers qui –clarifie Biden- les USA, avec l'Europe, adoptent non pas une politique de *containment* (endiguement), mais une action pour empêcher que ne se développe « le programme nucléaire illicite et déstabilisant ». Prêche qui vient du pupitre de celui qui possède des milliers d'armes nucléaires et, il y a deux mois à peine, a effectué un autre test nucléaire pour en construire de nouvelles. Mais il y a bien autre chose à l'horizon. Grâce à la plus grande alliance militaire du monde –explique Biden- les Etats-Unis sont une puissance atlantique mais, comme l'indique la nouvelle stratégie, ils sont en même temps une « puissance du Pacifique ». Dans la région Asie/Pacifique se trouve l'autre puissance, la Chine : les USA veulent qu'elle soit « pacifique et responsable » et qu'elle « contribue à la sécurité globale », évidemment telle qu'elle est conçue à Washington, à savoir fonctionnelle pour le système politico-économique occidental dominé par les Etats-Unis. Le déplacement du centre focal de la politique étasunienne de l'Europe au Pacifique –assure Biden- est aussi dans l'intérêt des alliés européens qui devraient y participer pleinement. Washington fait donc pression sur les membres européens de l' « alliance atlantique », déjà présents avec leurs navires de guerre dans l'Océan Indien, pour qu'ils ouvrent de nouveaux fronts encore plus à l'est, dans le Pacifique.

Argument qui, dans le « débat politique sur l'Europe », est absolument tabou.

**Manlio Dinucci**

Edition de mardi 5 février 2013 de ***il manifesto***

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20130205/manip2pg/14/manip2pz/335516/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

**Manlio Dinucci** est géographe et journaliste.

---

[1] Le ministre dit de la défense français J-Y. Le Drian y était « attendu » aussi, avec son collègue ministre des affaires étrangères, Laurent :

<http://www.ambafrance-de.org/Laurent-Fabius-et-Yves-Le-Drian-a>

Curieusement, cette visite attendue n'a fait l'objet d'aucun compte-rendu ou communiqué officiel ou médiatique accessible du moins sur Internet.

A propos de Laurent, ministre des affaires étrangères français, voir aussi : « *Laurent Fabius refuse de prononcer le nom de famille du président syrien* ».

<http://www.voltairenet.org/article177273.html>

On peut suivre sa consigne en la lui appliquant à lui aussi (NdT pour la version française).

Copyright © 2013 Global Research